

La formulation de plans économiques à longue échéance est une activité qui nous est à tous familière. L'essence d'une telle planification est la détermination et la définition d'objectifs, la fixation de priorités aux divers objectifs qui ont été déterminés, et l'affectation de fonds en conformité des priorités admises. Au Canada, nous avons suivi un processus analogue dans la recherche de solutions aux problèmes majeurs auxquels nous nous heurtons. Nous savons tous par expérience que même les meilleurs essais de planification pour l'avenir échouent souvent; il se produit souvent des événements imprévus qui peuvent bouleverser les plans étudiés avec le plus de soin. Nous savons aussi que l'affectation de fonds à un problème ne donne pas la garantie qu'il sera résolu. Les méthodes que nous avons suivies au Canada peuvent néanmoins s'appliquer aussi au Commonwealth.

En nous interrogeant sur la forme de notre association dans les années 70, nous pourrions nous demander, je crois, si nous voulons que le Commonwealth devienne des Nations Unies en miniature, où nous passerions notre temps à faire de beaux discours plutôt que de nous parler les uns aux autres. Cette première intention, il me semble, est déjà plus que satisfaite par les lieux de réunion internationaux existants. A mon point de vue, cette réunion unique pourrait servir de façon beaucoup plus profitable à dialoguer entre nous, dans le but de nous faire profiter mutuellement de notre expérience, d'élargir notre compréhension des forces en présence dans le monde et de coopérer dans la recherche des moyens de résoudre des problèmes qui s'élèvent déjà à l'horizon. Nous tirerions tous avantage, j'en suis sûr, de nous consulter ensemble, de chercher à découvrir les facteurs qui déterminent l'évolution mondiale et de nous aider les uns les autres à rechercher des solutions à quelques-unes des questions qui se posent à nous tous. A mon point de vue, nous aurions tous avantage à moins nous concentrer sur des problèmes immédiats qui, bien qu'importants, font l'objet des préoccupations d'autres assemblées, et à nous concentrer sur des problèmes à plus long terme, en portant notre effort sur le moment où il y a encore quelques chances d'influer sur les forces en présence, et bien avant que ces problèmes ne revêtent les proportions d'une crise qui risque de nous submerger. Pour ne citer que quelques-uns des plus évidents, ces problèmes touchent aux disparités économiques, à la discrimination raciale, à l'évolution des formes du commerce, à la pollution du milieu humain et à la population. Ce n'est pas en y faisant allusion dans un discours d'ordre général, ni en discutant à court terme d'un problème immédiat, quelle qu'en soit l'importance, que nous arriverons à résoudre l'un quelconque de ces grands problèmes.

Nous devons peut-être nous demander s'il est souhaitable, dans les réunions à venir des chefs de gouvernements, de passer les deux ou trois jours habituels à une discussion générale sur la situation politique et économique mondiale. Par ailleurs, je pense que le Secrétaire général pourrait essayer de fixer un ou deux sujets tels que ceux que je viens de mentionner, que nous pourrions examiner un peu plus à fond plutôt que d'essayer de couvrir tout l'horizon ou de discuter un cas particulier.

En vérité, c'est avec cette pensée à l'esprit que le Canada a accueilli avec faveur l'initiative du président Kaunda au sujet des principes qui devraient guider le Commonwealth des années 70. Le projet de déclaration du président Kaunda a servi un dessein extrêmement utile en attirant l'attention sur le fond de cette question importante, et en nous aidant à nous faire une idée claire de ce que le Commonwealth représente dans le monde, et des principes